

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL – PRUD'HOMIE – SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

Frédéric Guiomard : L'action de groupe-discrimination en quête de sens (À propos du jugement du tribunal judiciaire de Paris, 15 décembre 2020, FTM-CGT c/SA SAFRAN Aircraft Engines)

Camille Percher : Le non-respect de la procédure de retrait des certificats E101/A1 : conséquences quant à l'office du juge national et à l'indemnisation du salarié

Les conducteurs routiers à l'heure du « paquet mobilité »

Dossier réalisé sous la direction d'Alexandre Charbonneau

Avant-propos

Stéphane Carré : Chauffeurs routiers, la mosaïque des situations sociales

Alexandre Charbonneau : L'Organisation internationale du travail et le transport routier : les Principes directeurs sur la promotion du travail décent et de la sécurité routière

Barbara Palli : Le règlement 2020/1054/UE du 15 juillet 2020 portant modification du règlement 561/2006/CE en ce qui concerne la durée, les lieux et la périodicité des repos journaliers et hebdomadaires des routiers : une avancée ?

Konstantina Chatzilaou : Directive 2020/1057 du 15 juillet 2020 : quelle protection pour les chauffeurs routiers détachés ?

Emmanuelle Lafuma : Directive 2020/1057 : les opérations de transport soustraites au droit dérogatoire du détachement

JURISPRUDENCE

Les salariés placés en télétravail à domicile : bénéfice ou exclusion des titres-restaurants ?

Tribunal judiciaire de Nanterre 10 mai 2021 et tribunal judiciaire de Paris 30 mars 2021 – Note **Paul Beaussillon** (p.390)



REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX – www.cgt.fr

JUIN 2021

L'action de groupe – discrimination en quête de sens (À propos du jugement du tribunal judiciaire de Paris, 15 décembre 2020, FTM-CGT c/ SA Safran Aircraft Engines) par **Frédéric Guiomard**, Professeur à l'Université Toulouse-Capitole, EA 1920 321
 DISCRIMINATION – Action de groupe – Discrimination syndicale – Discrimination collective et systémique – Application de la loi dans le temps – Cadre procédural de l'action de groupe en droit du travail – Charge et administration de la preuve en matière de discrimination.
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS 15 décembre 2020 329

Le non-respect de la procédure de retrait des certificats E101/A1 : conséquences quant à l'office du juge national et à l'indemnisation du salarié par **Camille Percher**, Maîtresse de conférences à l'Institut d'études du travail de Lyon, Université Lumière-Lyon-2 (CERCRID/MTO, UMR CNRS 5137) 337
 DROIT SOCIAL EUROPÉEN – Cour de justice de l'Union européenne – Question préjudicielle (article 267 – Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)) – Principe de primauté du droit de l'Union européenne – Interprétation – Cas – Décision d'une juridiction pénale de condamnation pour infraction de travail dissimulé – Décision d'une juridiction pénale nationale rendue de façon incompatible avec les règles du droit de l'Union européenne – Action formée devant le juge civil national (juridiction prud'homale) – Principe de droit interne d'autorité de la chose jugée par une juridiction pénale sur la juridiction civile – Office du juge civil – Détermination.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 31 mars 2021 (n° 16-16.713, Publié) 345

**LES CONDUCTEURS ROUTIERS
 À L'HEURE DU « PAQUET MOBILITÉ »**

Avant-propos 351

Chauffeurs routiers : la mosaïque des situations sociales par **Stéphane Carré**, Maître de conférences de droit privé, IUT de Saint-Nazaire, UMR CNRS 6297 353

L'Organisation internationale du travail et le secteur du transport routier : les Principes directeurs sur la promotion du travail décent et de la sécurité routière dans le secteur des transports par **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, UMR CNRS COMPTRASEC ... 366

Le règlement 2020/1054/UE du 15 juillet 2020 portant modification du règlement 561/2006/CE en ce qui concerne la durée, les lieux et la périodicité des repos journaliers et hebdomadaires des routiers : une avancée ? par **Barbara Palli**, Maître de conférences de droit privé, Université de Lorraine, Institut François-Gény 373

Directive 2020/1057 du 15 juillet 2020 : quelle protection pour les chauffeurs routiers détachés ? par **Konstantina Chatzilaou**, Maîtresse de conférences à Cergy Paris Université 378

Directive 2020/1057 : les opérations de transport soustraites au droit dérogatoire du détachement par **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université Sorbonne Paris-Nord, membre de l'IRDA 384

Jurisprudence

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT – Télétravail – Tickets-restaurant – Principe d'égalité – Différence de traitement entre salariés placés en situation de télétravail et salariés sur site – Objet du titre-restaurant.
 TRIBUNAL JUDICIAIRE DE NANTERRE 10 mars 2021..... 390
 TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS 30 mars 2021 391
 Note **Paul Beaussillon**, Avocat au Barreau de Paris 397

BULLETIN D'ABONNEMENT

(annuel, 12 numéros)

Nom : Prénom :

Profession ou fonctions (facultatif) :

.....

.....

Code postal : Ville :

Bulletin à retourner :

DROIT OUVRIER - Service Abonnements

263, rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tél.: 01 55 82 81 98

avec un chèque à l'ordre de : « Droit Ouvrier » CCP n° 1 1779.430 Paris

Tarifs : France : **105 euros**
 Étranger : **137 euros**
 Adhérent CGT ou étudiant : **82 euros**

Pour la rédaction uniquement, adresser les propositions de contribution,
l'envoi de la jurisprudence à :

de préférence par mail : droitouvrier@cgt.fr,

à défaut : Secteur DLAJ Droit Ouvrier 263 rue de Paris, 93516 MONTREUIL CEDEX

Tél.: 01 55 82 82 11